

dépôt le 18/05/23
radio-zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE des chânaies

N°959 - 18 mai 2023

Musk reçu à l'Élysée: qui se ressemble s'assemble

Ce lundi 15 mai, le milliardaire Elon Musk propriétaire de Twitter était reçu dans les salons dorés de l'Élysée. Macron s'est vanté d'avoir parlé avec lui «de l'attractivité de la France» et «de régulation numérique.»

Lorsque Macron rencontre le propriétaire d'un réseau social, il faut toujours s'inquiéter. En mai 2019, le patron de Facebook, Mark Zuckerberg était convié à l'Élysée pour discuter «des moyens de lutter contre les contenus haineux sur Internet». Le chef de l'État demandait une plus grande marge de manœuvre pour réprimer l'usage contestataire du réseau social. Peu après, Facebook s'engageait à délivrer systématique-

ment les adresses IP lorsque la justice française le lui demanderait. Et la plupart des pages Facebook engagées contre le gouvernement ont depuis été «ghostées», c'est-à-dire invisibilisées, et ont perdu l'énorme majorité de leur audience. Notamment Contre Attaque, dont la présence sur Facebook est désormais drastiquement réduite comparé à son nombre d'abonnés.

Revenons à Elon Musk. Le milliardaire n'est pas un «génie» qui se serait «fait tout seul» par la force de son travail. Il est né en Afrique du Sud, dans une famille Afrikaner, des descendants de colons européens. Son papa est un riche ingénieur, promoteur immobilier et propriétaire d'une mine d'émeraudes en Zambie.

Libertarien, Elon Musk n'a rien de «libertaire». Le dogme libertarien est une idéologie qui pousse le libéralisme économique à son point le plus extrême. Le projet? Aucune régulation, plus d'État, seulement le règne des entreprises privées, de l'argent et de la concurrence. Tout se vend et tout s'achète: la drogue, les corps, la sécurité, la santé... Dans ce monde rêvé, ce ne sont pas les élus ni les peuples qui décident, mais les ultra-riches, censés être plus aptes à prendre les décisions. C'est un dogme à la mode dans la Silicon Valley. Évidemment, pour les libertariens, la retraite n'a aucun sens: elle doit être privatisée. Musk a donc publiquement soutenu la réforme des retraites de Macron.

Elon Musk a des rêves de toute puissance. Au milieu des années 2010, il affirme vouloir s'implanter sur Mars, éradiquer toutes les maladies en un temps record, mettre sur le marché des robots taxi en 6 mois... Cela n'a évidemment pas eu lieu.

Avec son projet Starlink, des milliers de satellites volent au-dessus de nos têtes en orbite basse. Il prévoit d'envoyer jusqu'à 40.000 satellites ces prochaines années. Sa flotte nuit déjà à l'observation des étoiles, en laissant de grandes traînées lumineuses dans le ciel nocturne, polluant un bien commun: le ciel.

Autre idée de génie, des implants dans le cerveau. L'homme d'affaires promet une interface cerveau-ordinateur. En août 2020, il présentait Neuralink, un projet de puce implantée dans le crâne qui permettrait à des personnes paralysées de «contrôler des prothèses robotiques». Et qui serait même capable de «soigner des pathologies comme l'anxiété, la dépression, l'anxiété, l'addiction». Le projet est actuellement embourbé dans des histoires de maltraitance animale: les équipes de Musk mettaient la pression sur les chercheurs pour rentabiliser au plus vite l'entreprise, quitte à tuer des animaux pour rien.

En 2022, Elon Musk a fait parler de lui en prenant le contrôle de Twitter. À peine une semaine après le rachat du réseau social, le milliardaire lance un «plan de réduction» de la moitié des effectifs de l'entreprise. Des milliers de personnes au chômage d'un coup, prévenues par un simple mail, avant de voir leur accès à leurs comptes professionnels et aux locaux de l'entreprise verrouillés. Trois semaines plus tard, le milliardaire proposait aux salariés restants de choisir entre se donner «à fond, inconditionnellement», de s'engager à «travailler de longues heures à haute intensité». Il fallait cocher «oui» ou quitter la boîte. Beaucoup ont démissionné.

En reprenant Twitter, Elon Musk prétendait rétablir la «liberté d'expression» sur le réseau. En réalité, il a remis en ligne de nombreux comptes d'extrême droite, à commencer par celui de Trump ou de plusieurs suprémacistes blancs, tout en censurant de nombreux comptes de gauche. Musk appelle à voter Républicain, et a soutenu un des-

sinateur raciste. Il a aussi fermé un compte qui suivait ses déplacements en jet. «Free speech» à géométrie variable.

Contre-attaque

Non-lieu après le meurtre de Babacar Gueye abattu par la police de cinq balles

Encore une fois, la justice nous écoëure par sa complicité avec les violences d'État engendrées par la police, son bras armé.

Nous vous avons déjà parlé à plusieurs reprises de l'affaire Babacar Gueye, jeune homme abattu froidement par la police alors qu'il était en train de se scarifier pris d'une crise de démence.

Le 3 décembre 2017, dans son quartier situé à Maurepas, un quartier de Rennes, pris d'une crise d'anxiété, Babacar se lacère le ventre avec un couteau.

Son ami appelle les pompiers afin qu'ils lui viennent en aide, malheureusement c'est une équipe de huit policiers, dont quatre de la BAC, qui intervient la première et lui tire froidement dessus à cinq reprises.

La police justifie cet assassinat en tant que légitime défense, ayant menti en prétendant que Babacar leur «donçait dessus» et se montrait menaçant à leur rencontre.

L'expertise balistique prouve le contraire, et les témoignages déjà contradictoires des policiers ne correspondent pas à ceux des témoins sur place.

Par exemple, les policiers sont allés jusqu'à porter plainte contre Babacar le lendemain matin en le sachant mort.

Quoi qu'il en soit, une fois de plus la justice a affirmé sa position en se rangeant du côté de la police. Il s'agit là d'un énième exemple de racisme systémique et d'impunité policière.

Quasi systématiquement ces affaires aboutissent sur des non-lieux en France et souvent par des condamnations par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

En espérant que la cour d'appel conteste cette décision, l'équipe de Cerveaux Non Disponible tient à apporter son soutien et ses pensées à Awa, sa famille ainsi qu'à tous ses proches en espérant que justice et vérité soient faites.

Cerveaux Non Disponible

Babacar Gueye - Appel

Awa Gueye a ce jour, vendredi 12 mai 2023, interjeté appel de l'ordonnance de non-lieu concernant la mort de son frère Babacar, devant la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Rennes.

La nouvelle de la décision judiciaire lui est parvenue par voie de presse, et ce n'est que le lendemain qu'elle a été rendue destinataire de l'ordonnance motivée. Le choc, après plus de sept ans d'un combat judiciaire porté à bout de bras, est grand. Awa Gueye dénonce une communication médiatique dirigée par le Parquet et irrespectueuse des droits de la partie civile.

Surtout, la motivation de l'ordonnance est critiquable à plusieurs égards, tant sur les critères d'appréciation de la légitime défense que dans l'absence de prise en compte des conclusions de l'expertise médico-balistique indépendante qu'elle a produite.

Elle laisse la partie civile avec des questions irrésolues et le sentiment d'une justice partielle. Comment se fait-il que

huit policiers formés soient dans l'incapacité de maîtriser un homme seul et en détresse?

Comment Babacar, qui venait de recevoir un premier tir légal lui ayant perforé le poumon, pouvait-il représenter un danger d'une telle immédiateté qu'il fallait nécessairement lui asséner, trois étages plus haut, quatre balles dans le corps?

Pourquoi les tirs sont-ils tous en trajectoire descendante, laissant penser que le tireur se trouvait en aplomb de la victime, alors que ce dernier affirme avoir été en face de Babacar et sur le même palier?

Pourquoi la fesse de Babacar a-t-elle été perforée alors que le tireur prétend lui avoir toujours fait face?

Pourquoi l'arme ayant servi à tuer Babacar a-t-elle été immédiatement détruite? Où est la dernière balle qui n'a jamais été retrouvée?

Awa Gueye est convaincue, comme elle n'a eu de cesse de le clamer pendant une instruction qu'elle a été seule à alimenter par des demandes d'actes, de l'absence de légitime défense du policier tireur. La seule réponse apportée par la police après l'appel des secours a été de cribler son corps de cinq balles, puis de le menotter, pendant qu'il gisait dans son sang à l'arrivée des pompiers.

Cette ordonnance de non-lieu n'apporte ni la vérité, ni la justice à Awa Gueye, qui attend avec détermination celle de la chambre de l'instruction, dont la date risque d'être lointaine.

Le Collectif Justice et Vérité Pour Babacar Gueye

Toutes les infos du Collectif Justice et Vérité pour Babacar Gueye

La page Facebook du Collectif

<https://www.facebook.com/justiceetveritepourbabacar/>

Le blog du Collectif

<https://justicepourbabacar.wordpress.com/>

Puces, toujours puces pour les militaires, toujours moins pour l'eau et les populations locales

Nous appelons à dénoncer et à combattre activement cette industrie de destruction (eaux, milieux, humains), l'État, les politiques et les universitaires qui la nourrissent. Ces salopards sont complices et responsables de massacres, de guerres interminables au service d'États, de dictatures, de multinationales et d'impérialismes variés.

Puce-toi de là que j'm'y mette!

Le projet de deuxième usine STMicro sur le site de Crolles (Isère) est du jamais vu. Ce projet de 5,3 milliards d'euros sera financé à 43 % (soit 2,5 M) sur fonds publics: du jamais vu car hors de toutes les règles européennes sur les financements publics au secteur privé. Il révèle tout le mépris que les industriels, capitalistes, pouvoirs publics, État et Commission européenne ont pour les habitants, la nature et l'eau nécessaire à la vie.

Les populations sont priées d'applaudir car rendre l'Europe autonome (Chip Act européen doté de 45 milliards) et

produire en Europe 20 % des puces mondiales, est à ce prix. Cet accaparement de la ressource en eau est justifié une fois de plus au nom du progrès, de l'indépendance nationale et la compétitivité.

Les locaux et les autres, doivent aussi comprendre que toujours plus de smartphones, d'objets connectés, de voitures autonomes, de satellites, de villes intelligentes, c'est pour leur bien car le progrès est dans la connexion permanente... Tout en les laissant dans l'ignorance de la dimension militaire et sécuritaire du projet.

Derrière les usines de puces la logique mortifère d'intérêts militaro-industriels bien cachés

L'industrie électronique et informatique grenobloise a un long passé de liens organiques avec le complexe universitaro-militaro-industriel local et national dans la conception et la vente de matériels militaires en France comme à l'étranger.

SOITEC a été créée pour «valoriser» les technologies («Sicilium Sur Isolant») développées par le CEA-Direction des Applications Militaires et le CEA/LETI afin de «répondre à des besoins très spécifiques des programmes de la dissuasion [nucléaire]».

En 2018, SOITEC a racheté avec MBDA (pour une poignée de puces), l'entreprise Dolphin Integration (Meylan) qui conçoit des circuits intégrés pour l'industrie de l'armement. Le fabricant de missiles MBDA étant depuis 2004 le premier client de Dolphin, une nouvelle ère de développement et de rentabilité se profile pour ces 3 boîtes.

STMicroelectronics (entreprise italo-française de droit suisse) exploite des technologies de SOITEC pour le civil comme le militaire. En 2020 la filiale grenobloise de STMicroelectronics prend la tête du consortium d'industriels européens EXCEED, financé par Agence Européenne de Défense (AED) pour développer les bases d'une filière européenne de «systèmes sur puce» destinés à des applications militaires.

L'objectif: supprimer la dépendance aux puces américaines et contourner l'interdiction de vente de matériels militaires ou stratégiques contenant des composants américains, à des ennemis des USA¹.

Le but final: pouvoir vendre librement n'importe quel matériel militaire, à n'importe qui, mais à un bon prix.

STMicro, Lynred et SOITEC: des marchands de mort déguisés en bisounours de la vie connectée

STMicro: ses publicités prétendent «augmenter la vie». En réalité, elles la raccourcissent brutalement pour beaucoup d'humains en Ukraine et ailleurs.

Ses microcontrôleurs STM32 ont été retrouvés dans une série de drones russes engagés en Ukraine: Orlan-10, E95M, Eleron-3SV et Koub-BIA. Des puces STMicro ont aussi été retrouvées dans les systèmes de guidage des missiles high tech Kh-101, utilisés contre les civils et les infrastructures stratégiques. SOFRADIR/ Lynred (Veurey-Voroise): Le CEA/LETI est à l'origine de l'entreprise créée pour «valoriser» ses découvertes dans l'infrarouge: caméras thermiques, systèmes de guidages... C'est maintenant une filiale de Thalès et Safran.

Ses caméras ont été retrouvées (avec des caméras Catherine FC de Thalès) sur des chars russes capturés. Comme le révèle un article du Progrès du 24 mars, ses détecteurs PICO 60-046 commercialisés en 2015 (un an après l'embargo sur le matériel militaire français vers la Russie) et fabriqués en 2022, équipent les systèmes de détection des drones Orlan lancés sur l'Ukraine. SOITEC qui vend ses technologies à toute l'industrie militaire, continue paisiblement à fournir la force de frappe nucléaire.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site ueb: <www.radiozinzine.org>

Bien évidemment ces informations ne sont que la partie émergée de l'iceberg et la réalité de l'implication réelle de ces entreprises et bien d'autres dans les guerres et répressions contemporaines est immense et cachée (secret des affaires, confidentiel défense, ventes clandestines...).

Un État et des entreprises, hypocrites et menteurs

Beaucoup de ces puces sont des «biens à double usage», à la fois civils et militaires. Ce flou organisé permet à la Métropole de Grenoble, aux entreprises concernées et aux syndicats de prétendre qu'il ne s'agit que de matériel civil que l'on peut continuer à vendre sans problèmes. C'est d'ailleurs la pitoyable défense de Lynred en réponse à l'article du Progrès déjà cité.

L'embargo de l'Union européenne visant la Russie, édicté en 2014 interdit l'exportation de ce type de biens «s'ils sont destinés entièrement, ou en partie, à un usage militaire, ou à un utilisateur final militaire». Comment se fait-il donc que toutes ces puces et détecteurs se retrouvent actuellement en Ukraine?

Plus globalement de nombreuses lois, traités et conventions internationales sont censés réglementer, contrôler, «moraliser» le commerce des armes. Officiellement le TCA (Traité sur le Commerce des Armes) signé par la France, interdit d'exporter des armes «vers des pays ou des zones de conflits où les droits humains sont bafoués».

En France c'est l'État et lui seul, qui choisit ce qu'il vend et à qui, en dehors de tout contrôle parlementaire ou autre. Il est donc le principal responsable des conséquences de ces ventes. Les populations du Yémen, du Togo, de Palestine, d'Égypte, d'Indonésie, du Chili, du Sénégal, de Bahreïn, du Kurdistan le savent bien elles, qui sont victimes de guerres ou de répressions menées avec du matériel français.

Un marché protégé qui rapporte gros, dopé par les budgets militaires...

C'est l'État qui finance la recherche/développement militaire ou à double usage, achète pour son armée et qui, accompagné par les représentants corrompus des fabricants, sert de VRP à l'exportation.

Au passage, il récupère 2% sur toutes ces ventes. Et comme celles-ci sont vitales à son industrie militaire pour lui permettre de continuer à exister, il faut toujours exporter plus.

Selon le communiqué du SIPRI de mars 2023, les exportations d'armes françaises ont bondi de 44 % en 2018-2022 par rapport à la période précédente 2013-2017, avec pour premières destinations, l'Asie, l'Océanie et le Moyen-Orient. L'augmentation considérable des budgets militaires en

France - 413 milliards pour 2024-2030 - soit +33 % d'augmentation - créera toujours plus de besoins en matériels toujours plus performants. Cela encourage la spirale infernale de la course mondiale aux armements. Jusqu'à où?

Les guerres se fabriquent près de chez nous et avec notre argent

Ce sont nos impôts qui permettent aux villes, départements, Régions et État de financer de nombreuses industries militaires. En Région AuRA les

PME du cluster EDEN (Verney-Carron, Métravib, ARES...) Nexter (canon Caesar), Safran, Arquus (blindés), et autres Dassault (Rafale) en profitent largement. La Région finance aussi massivement (14 millions) le Plan Nano 2022 (7,5 millions l'an passé) porté par le CEA Grenoble où l'on retrouve toutes les entreprises grenobloises déjà citées.

Commerce des armes, militarisme et guerres: crimes écologiques et humains de masse

Le bilan des ravages écologiques provoqués par les conflits passés et présents est terrible: zones rouges de la guerre de 14-18, millions de tonnes de munitions (explosives et chimiques) immergées en mer du Nord), pollution des munitions à uranium appauvri en Bosnie et Irak, milliers de km² pollués par les mines (Irak, Ukraine, Cambodge), agent Orange et opérations de modification du climat durant la guerre du Vietnam, essais nucléaires français (Algérie et Polynésie).

Les armées se verdissent... Comme au camp de Chabran (près de Roybon) où entre deux séances de tirs et de manœuvres, des stagiaires réhabilitent les zones humides. Pendant ce temps, les canonnières du camp de Canjuers foutent le feu à la garrigue en pleine canicule de 2022.

Les armées sont écologiquement responsables... Comme les armées US qui ont obtenu que leur empreinte carbone soit exclue des calculs du GIEC, alors qu'elles sont les plus grandes consommatrices institutionnelles de pétrole brut au monde.

Depuis la fin de la 2ème boucherie mondiale (60 à 75 millions de morts), des dizaines de millions d'humains, majoritairement des civils, sont morts dans des conflits «localisés», avec leur cortège de populations, humiliées, terrorisées, réprimées, violées... entraînant des crises humanitaires majeures: migrations forcées, famines, épidémies...

Industries de mort et de répression: refusons d'être complices!

Aucun syndicat, aucun parti de «gouvernement», aucune collectivité locale ne dénonce les industries de mort ici ou ailleurs: les profits, l'attractivité économique, la «préservation» et le «développement» de l'emploi (200 000 en France), le mythe de l'indépendance nationale, l'aliénation technicienne, la fascination morbide pour la puissance des armes écrasent toute discussion, critique ou contestation de même que la guerre en Ukraine. L'État avec sa réforme des retraites nous annonce maintenant qu'il va falloir travailler plus longtemps. Pour la défense de la patrie ou pour celle des industriels?

Où va-t-il trouver l'argent pour que le budget des armées atteigne les 3% du PIB? Cela se fera aux dépens des retraites, de l'éducation, de la santé, du social... En attendant d'envoyer la jeunesse embrigadée par le Service National Universel se faire massacrer pour défendre l'État et le capitalisme?

Nous appelons à dénoncer et à combattre activement cette industrie de destruction (eaux, milieux, humains), l'État, les politiques et les universitaires qui la nourrissent. Ces salopards sont complices et responsables de massacres, de guerres interminables au service d'États, de dictatures, de multinationales et d'impérialismes variés.

Rejoignez la Coordination Régionale Anti Armements et Militarisme!

craam@riseup.net // craam.noblogs.org

Puces mortelles à Grenoble:

Éradiquons la peste militariste!

1. réglementation ITAR, International Traffic in Arms Regulations

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél. 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Communiqué n°5: Des nouvelles du S

Serge a officiellement quitté le service de réanimation du CHU de Poitiers. Cela signifie que son pronostic vital n'est plus engagé au jour d'aujourd'hui. Nous remercions encore une fois tous les travailleurs et travailleuses du soin qui lui ont permis d'y parvenir. C'est une étape importante, mais pas la dernière. Il a été admis dans un autre service conventionnel où il continuera à recevoir les soins adaptés à sa blessure et à ses douleurs quotidiennes.

Une fois cette période de soins achevée, nous pourrions envisager de démarrer un cycle de rééducation intensive afin que Serge récupère tout ce que l'État a tenté de lui enlever. Nous n'avons aucune certitude, mais une confiance sans borne en notre camarade dont la détermination reste inébranlable.

Cette détermination, on a pu la retrouver avec rage et joie, dans les rues, en France et ailleurs, avant, pendant et après la semaine du 1er mai. Nous tenons à remercier mille fois toutes les personnes qui ont répondu à l'appel à action et ont dédicacé leurs actes aux blessés et aux enfermés du mouvement¹. Nous avons fait le maximum pour faire de notre blog une modeste caisse de résonance. Nous continuons à lutter, et la répression ne s'est pas arrêtée le 25 mars 2023. Nous saluons le courage des camarades mutilés et enfermés des dernières semaines. Rien n'a changé mais tout commence. La période ne laisse pas de marges de manœuvre mais ouvre la voie à de nombreuses initiatives pour renforcer l'efficacité de notre camp.

Comme nous le pressentions dans notre quatrième communiqué, les directions syndicales n'ont pas trouvé de parade à la mise à l'amende gouvernementale. Ils ont capitulé et nous convoquent plus d'un mois plus tard, au lendemain d'un premier mai à l'intensité historique. L'unité syndicale par laquelle ils encadrent le mouvement contre la réforme des retraites est une opération de maintien de l'ordre contre celles et ceux qui veulent gagner. À peine ont-ils quitté le cortège qu'ils s'empressent, en ordre dispersé, leur boutique sous le bras et l'unité sous le pied, d'aller se vautrer dans le bureau de Borne pour espérer consolider leurs appareils respectifs.

Qui attend encore quelque chose de ces gens-là? Il serait irresponsable de leur laisser le pouvoir sur nos luttes.

Pour garder notre force, nous devons construire et/ou entretenir des réseaux de camaraderie aptes à renforcer notre autonomie. Les prises de bâtiments, les rencontres entre assemblées de lutte, le maintien d'une ambiance déterminée à harceler le bloc de l'ordre contribuent au renforcement de nos capacités d'action. Proposer des espaces de lutte dénués de politicards, de manipulation et de trahison est aussi une adresse à celles et ceux qui vont nous rejoindre. L'agenda de la classe capitaliste est chargé. Soyons à la hauteur de leur promesse d'écrasement.

Vive la révolution!

Les camarades du S

<https://lescamaradesdu.s.noblogs.org/>

1. un appel à actions en soutien à Serge et aux blessé.e.s de la répression avait circulé pour la semaine du 1^{er} mai. NDLR